

NUMERO 24

DÉFIS ET ENJEUX
DES ÉCOLES SOCIALES AUJOURD'HUI

SÉBASTIEN GRATOIR

PAUVÉRITÉ

Le trimestriel du Forum -
Bruxelles contre les inégalités

Préambule

À l'aube de cette nouvelle rentrée académique, et au moment où ils fêtent leurs 100 ans, nous souhaitons nous intéresser aux établissements qui forment les futurs acteurs du social. Le travail social est né de la charité. Il a adopté une position militante dès sa formation avec la création des établissements de formation dans les années 1920. Mais, aujourd'hui, les Hautes Écoles formant aux métiers du social doivent composer avec une autre réalité.

Le travail social, et par conséquent sa formation, est un champ de plus en plus complexe. Dans cette contribution à PAUVÉRITÉ, nous découvrirons ainsi que les Hautes Écoles bruxelloises ont connu d'importantes restructurations. Elles doivent désormais exercer leurs activités selon des logiques managériales pour leur gestion. Et elles doivent fonctionner avec plus d'étudiants, mais sans augmentation de moyens. En outre, le contexte sociopolitique actuel est celui de l'activation, du contrôle social, de la méritocratie et de la responsabilité individuelle. Ces éléments deviennent les normes que les étudiants, mais aussi les enseignants et travailleurs, doivent intégrer ou subir.

Il est, plus que jamais, nécessaire de dépasser les a priori concernant le public bénéficiaire de l'aide sociale. Alors, malgré la restructuration et les différentes contraintes que cela implique, les enseignants

tentent d'offrir une formation de qualité tout en assurant un rôle de veille et d'esprit critique, sur le travail social et la société en général.

Au fil de la lecture, nous découvrirons quelques actions au caractère militant bien trempé malgré les contraintes institutionnelles, temporelles... et pour beaucoup des acteurs de ces écoles, une volonté de transformer le social. Il nous est également rappelé à quel point, dans le combat des injustices sociales, il est important de développer l'intersectorialité. En effet, bien d'autres futurs professionnels des secteurs de la santé, de l'éducation, de la justice, de la culture, ... seront confrontés aux mêmes publics et aux mêmes enjeux. Il devient nécessaire de partager l'étiquette de la section la plus militante ou critique.

Au-delà des étudiants et des enseignants, nous pensons que c'est l'ensemble de ces secteurs qui gagnerait à se rassembler, à réfléchir autour des problématiques sociales et à développer des actions concrètes, des solutions innovantes ou du plaidoyer pour y faire face. C'est d'ailleurs pour cela que l'IESSID, le CBCS, la FdSS, Bxl-Laïque et le Forum – Bruxelles contre les inégalités ce sont associés pour ouvrir l'« École de Transformation Sociale » que nous inaugurerons ce 11 octobre 2019. Il s'agit là d'un relais dédié à l'expression des créativité pour transformer positivement le réel.

L'École de Transformation Sociale est basée sur une éthique de la solidarité et peut être vue comme un laboratoire d'expérimentation qui part des questions, problématiques et constats du terrain pour le lier aux concepts existants, en créer de nouveaux... Et surtout agir.

Nous souhaitons offrir un espace et du temps pour permettre à plusieurs expertises (professionnelles, expérientielles, institutionnelles et académiques), plusieurs secteurs (social, santé, jeunesse, médiation

de dettes...), plusieurs métiers et plusieurs générations (étudiants, professionnels ou citoyens de tous âges), de travailler ensemble. Une centaine de participants aux profils hétérogènes y mutualisera ainsi ses ressources, compétences et connaissances pour coconstruire ensemble. Les résultats de cette première session arriveront au bout de l'année académique. Rendez-vous en mai 2020!

Introduction

Une exposition de l'ABFRIS (Association Belge francophone pour la Formation, la Recherche et l'Intervention Sociale), consacrée aux centaines des « métiers du social », a débuté à la Fonderie. Elle resitue leur création, retrace leur évolution et va bientôt circuler entre les différentes écoles sociales de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Une prise de recul intéressante pour mieux comprendre la place des écoles sociales et celles qu'elles ne prennent pas ou plus.

Il faut aborder le rôle de ces écoles en regard d'un contexte politique fait d'attaques contre le travail social mais aussi de mouvements pour le protéger. En 2014, les intentions liberticides du nouveau gouvernement fédéral furent la goutte qui a fait déborder un vase déjà bien plein. Elles devinrent le terreau des luttes du collectif *École en colère*¹. Plus tard, en 2017, les trois écoles sociales bruxelloises se sont mobilisées autour de la levée du secret professionnel dans le contexte terroriste². La même année, le parc Maximilien devint un lieu symbolique de solidarité aux personnes sans-papiers. Là encore, les écoles sociales se sont impliquées dans la *Plateforme de soutien aux réfugiés*³. Elles se sont également mobilisées pour démonter l'idée d'un service communautaire applicable dans le PIIS (Projet individualisé d'intégration sociale) des CPAS. 2017 fut aussi l'année de l'appel à signature et de

1/ Retrouvez l'actualité et les actions passées sur la page Facebook *Ecole en colère*, un mouvement né au sein de l'IESSID.

2/ LIGUE DES DROITS HUMAINS. « Secret professionnel : Le silence a du sens. Un courrier aux parlementaires aussi. » [en ligne]. In Ligue des Droits Humains. Publié le 3 mai 2017 [consulté le 21 juin 2019] : www.liguedh.be/secret-professionnel-le-silence-a-du-sens-un-courrier-aux-parlementaires-aussi/

3/ Voir les différents articles autour de cette bataille dans la revue *Ensemble* n° 92 à 97.

la sortie du « Manifeste du travail social » qui rappelle les balises éthiques et professionnelles indispensables. Cette démarche est portée par le Comité de Vigilance en Travail Social⁴. Ce même comité est très attentif à toute forme de transformation des missions du travail social qu'il observe sur le terrain, quel que soit le secteur, y compris en CPAS.

Enfin, nous devons évoquer le mouvement *Marées* (Mouvement d'Actions et de Résistance pour une Évolution de l'Enseignement Supérieur)⁵, tout fraîchement né à l'IESSID. Avec le soutien d'autres écoles, de la Fédération des Etudiant.e.s Francophones (FEF), des syndicats et d'associations, des étudiant.e.s et enseignant.e.s se rassemblent depuis début 2019 autour de la question du (dé)financement de l'enseignement supérieur et de sa marchandisation. Cette militance prend place dans un contexte d'actions diverses (climat, contre l'extrême droite ...) qui va bien au-delà des écoles sociales.

Cet article explore les défis et les enjeux auxquels sont confrontées les écoles sociales d'aujourd'hui. Pour ce faire, quelques maitres-assistant.e.s (en charge des cours théoriques) et maitres de formation pratique (accompagnant les stages) des trois écoles sociales bruxelloises ont été interviewé.e.s. Ces écoles sont l'IESSID (école dite de « la rue d'Abbaye ») faisant partie de la HE2B du réseau officiel, l'ISFSC (dite de la « Rue de la Poste ») du réseau catholique et l'école Ilya Prigogine du campus social de la HELB appartenant au réseau libre non confessionnel et anciennement connue sous le nom d'Ecole Ouvrière Sociale (EOS)

4/ Le Comité de Vigilance en Travail Social (www.comitedevigilance.be/?Manifeste-du-travail-social) rassemble des professionnel.le.s du social, y compris des enseignant.e.s de différentes écoles de la FWB dont plusieurs que nous remercions pour leur interview pour ce *Pauvreté*.

5/ Retrouvez l'actualité et les actions passées sur la page Facebook *Marées*.

HISTORIQUE DES ÉCOLES SOCIALES

Au risque de ressortir la vieille rengaine du « c'était mieux avant », les interviews montrent que la militance au sein des écoles sociales a fortement évolué et rarement dans le « bon » sens. Les enseignant.e.s rencontré.e.s gardent un regard d'autant plus critique qu'elles et ils furent étudiant.e.s dans ces mêmes écoles et ont connu les ancien.ne.s « profs » dont certain.e.s fondat.eur.rice.s. La création des écoles sociales dans les années 1920 a eu lieu dans un contexte politique et idéologique particulier. Celui de la professionnalisation d'un secteur qui restait dépendant de la charité chrétienne et de la bienfaisance.

La FGTB a par exemple joué un rôle important dans la naissance de l'EOS (future école Ilya Prigogine) créée par le Parti Ouvrier Belge, avec comme objectif premier de former ses propres cadres. En effet, c'était une opportunité pour le prolétariat qui n'avait pas (eu) le temps de s'instruire. Dans une approche gauchiste-marxiste, l'on pouvait suivre ces études uniquement en horaire du soir pour continuer à travailler en journée. Son public était réellement ouvrier, ce qui a évidemment évolué, nous y reviendrons. En 1925, la création des CAP (Centre d'Assistance Publique) fut la première grande remise en question du système de la sécurité sociale. En 1945, moment important pour les écoles, le titre d'AS (Assistant Social) fut légalement protégé. Le diplôme et la formation qui y amenèrent eurent une valeur cruciale. En 1976, la Loi organique et la naissance des CPAS ont d'autant plus (re)cadre le travail social et par conséquent son enseignement.

La création des écoles sociales dans les années 1920 a eu lieu dans un contexte politique et idéologique particulier. Celui de la professionnalisation d'un secteur qui restait dépendant de la charité chrétienne et de la bienfaisance.

C'est à la fin des années 70 et au début des années 80 qu'apparut une plus grande mixité de genre et culturelle dans les écoles sociales. Mais devenir AS restait une grande fierté, souvent un métier qui passait de génération en génération. Il s'agissait d'être dans la lignée de tel parent ou tel enseignant.e « admiré.e » pour ses valeurs. Au lendemain de mai 1968, il était normal pour une école d'aller manifester. Les cours étaient emprunts d'une idéologie forte, de discours sur les libertés sociales. Les personnes interviewées se rappellent de relations très horizontales, égalitaires entre les enseignant.es et les élèves qui n'hésitaient pas à apprendre par elles/eux-mêmes. Les professeurs et les étudiant.e.s de l'ISFSC avaient par exemple, une réputation très « militante » indépendamment de l'attache au réseau libre de l'institution.

Sensibilité à l'injustice, dévouement, éthique et rébellion semblent donc au rendez-vous. Peut-être que les cours d'action collective donnés par des syndicalistes à l'EOS par exemple y étaient pour quelque chose... Cependant, dans les années 1990 et 2000, tout semble changer. La plupart des enseignant.e.s gardent un devoir moral d'esprit critique sur la société et le travail social en général mais qui apparaît moins dans l'action concrète militante.

L'ÉVOLUTION DU RÔLE DE L'ASSISTANT SOCIAL

Aujourd'hui, le passage à l'État social actif est ancré dans les politiques sociales ainsi que dans le discours dominant des citoyens. Il l'est également, via les médias et l'éducation, dans les têtes des nouvelles personnes inscrites dans nos écoles. Les enseignant.e.s le disent clairement: « certains propos d'élèves font peur [...] on a parfois envie de les foutre dehors ou de fuir. Bien sûr, nous partirons toujours de là où elles et ils sont. » On pourrait presque parler de devoir de « déformation » avant celui de « formation ». Les idées reçues sur l'immigration (alors que ces élèves sont fréquemment issu.e.s de cette même immigration), sur les personnes chômeuses-profiteuses, sur le.la pauvre méritant.e sont fréquentes et laissent de côté l'injustice structurelle. L'esprit de notre société poussant vers le contrôle, l'activation et la méritocratie, se retrouvent dans les classes mais aussi de temps en temps dans les salles des profs, malheureusement... Les col-

Les étudiant.e.s réagissent quand l'injustice se retrouve juste devant elles/eux ou quand les enseignant.e.s prennent le temps de décortiquer une problématique complexe, comme le secret professionnel et le terrorisme.

lègues sont moins syndiqué.e.s, l'« engagement » se fait davantage à travers un like sur les réseaux sociaux qu'à travers une présence réelle à une action. Les étudiant.e.s réagissent surtout quand l'injustice se retrouve juste devant elles/eux (comme le parc Maximilien à deux pas de l'ISFSC ou un squat de per-

sonnes sans-papiers à côté de l'IESSID) ou quand les enseignant.e.s prennent le temps de décortiquer une problématique complexe (comme le secret professionnel et le terrorisme). À l'inverse, si l'on ne parle pas, par exemple, de l'urgence climatique, les étudiant.e.s ne vont pas ou peu aux actions.

Cette ambivalence se retrouve dans les discours des maîtres de stage et jurys extérieurs pour les travaux de fin d'étude. Il est habituel d'entendre des remarques sur le non-engagement de l'étudiant.e qui reste trop dans la norme et les règles et n'utilise pas assez de son esprit critique. À l'inverse, d'autres, face à une attitude ou un travail trop « de gauche », trop révolutionnaire, vont rapidement rappeler la réalité, le décalage avec la théorie et le risque de se prendre une claque dans la figure sur le terrain (collaboration inévitable, étroitesse de la marge de manœuvre, lois ...)⁶. L'étudiant.e AS rentre-t-elle/il aussi facilement dans le moule de la/du contrôleur.se valorisé par notre modèle de société ? Le profil socioéconomique de ces élèves n'est pas sans lien...

6/ Néanmoins, il nous a déjà été partagé que des AS soient intéressé.e.s d'accueillir un.e stagiaire pour son regard neuf, naïf (dans le bon sens du terme) et intéressant par rapport à une routine qui fait oublier les bases du travail social vues quelques années plus tôt sur les bancs de l'école.

QUEL PUBLIC POUR LES ÉCOLES SOCIALES ?

À l'IESSID, nous sommes plusieurs à demander aux étudiant.e.s de première année les raisons qui les ont poussé.e.s à suivre cette formation. Un bon tiers en parle de manière engagée avec une position d'actrice ou acteur de changement. Dans ce cas, il s'agit souvent d'un premier choix d'orientation ou d'une suite après un diplôme de bachelier/master universitaire. Un autre tiers des étudiants ne sait pas vraiment pourquoi ce choix. Il s'agit d'essayer. La moitié des étudiant.e.s en Bloc 1 AS de notre école a déjà tenté une autre première année ailleurs. Dans les autres écoles, cela va dans le même sens, ils.elles ont essayé une première année soit à l'université peu importe le domaine, soit en Haute École dans le secteur du soin ou de la pédagogie (aide-soignant.e, assistant.e en psychologie, institut.eur.rice). Il y a une intention de se rendre utile à la société, sans savoir comment. Cela peut aussi être lié à une image faussée d'une option « sociale » prise en secondaire. Enfin, le dernier tiers souhaite réaliser des études d'AS mais avec comme objectifs de « mettre les gens sur le droit chemin », « intégrer les gens » ... Une génération née et éduquée dans l'activation et qui n'a pas encore eu l'occasion d'avoir un recul critique sur ces questions.

Pour les enseignant.e.s rencontré.e.s, avant les années 2000, les élèves semblaient comprendre davantage où ils/elles arrivaient : l'histoire de l'école, les tendances politiques, le futur métier ... Aujourd'hui, on constate un mélange de hasard et de stratégie. Sur les campus, de nombreux demandeu.r.se.s d'emploi (parfois envoyé.e.s par la per-

sonne en charge du conseil emploi) sont présents. Elles/ils ont urgemment besoin d'un diplôme et ont eu vent de débouchés possibles comme AS. Pour d'autres, c'est un job comme un autre, par défaut. Mais aussi un emploi imaginé avec moins de travail à la chaîne et moins d'exigences. À elles/eux de se faire une idée sur le terrain. Pour finir, on retrouve des travailleurs sociaux de fait ou éducatifs qui se disent compétents. Elles/ils cherchent un diplôme pour une valorisation salariale. Enfin, un bachelier en Haute École peut être vu comme une première étape plus facile pour une passerelle vers l'université par la suite. À nous, enseignants, d'être les plus disponibles possible avec les élèves pour discuter de leurs intentions d'avenir et visions du secteur. L'école Ilya Prigogine est la seule école sociale de Bruxelles à proposer un choix entre les cours de jour ou du soir. Les enseignants sentent une différence de maturité et d'attentes entre les deux publics. Une vision plus stratégique en journée : avoir un métier, peu importe lequel, avec peu de connaissances sur la réalité professionnelle.

La dernière information importante à analyser est le profil socioéconomique et culturel des étudiants. Premièrement, alors que les cohortes d'avant les années 1990 semblaient plus monoculturelles, nous nous retrouvons aujourd'hui avec une grande part d'élèves issus de l'immigration. L'ISFSC a bien senti qu'elle était devenue une « école de quartier », ancrée dans les zones plus pauvres de Saint-Josse et de Schaerbeek. Comme à l'IESSID, un cours de Français y est donné à l'ensemble des étudiants. Pour certains, dont ce n'est pas la première langue ou qui n'ont pas pu être assez aidés en secondaire, c'est essentiel. Cependant, cette multiculturalité reste naturellement une richesse. Toujours à l'ISFSC, des cours se sont ouverts à des visions différentes de la psychologie avec une approche culturelle et un regard plus anthropologique.

Les parcours passés sont généralement semés de relégations scolaires ou/ et de difficultés sociales et financières. Un tiers des étudiants de première année dit avoir eu des problèmes économiques, de santé ou familiaux devenus des freins dans leurs études

Les parcours passés sont généralement semés de relégations scolaires ou/et de difficultés sociales et financières. À l'IES-SID, d'après une enquête interne, un tiers de la population de première année dit avoir eu des problèmes économiques, de santé ou familiaux devenus des freins dans leurs études. La critique de la FEF et leur campagne

« Le coût des études nuit gravement aux étudiant·e·s » sont claires : « *Chaque année, un·e étudiant·e débourse entre 8.000 et 12.000 euros pour une année d'étude en comptant le minerval, le matériel de cours, le logement ... Face à une précarité grandissante, les étudiant·e·s éprouvent de plus en plus de difficultés à payer leurs études. Les demandes de bourse ont augmenté de 21 % en 6 ans et le nombre de bénéficiaires du CPAS a été multiplié par 7 entre 2002 et 2016. De plus, 25 % des étudiant·e·s doivent travailler pour payer leurs études.* »⁷

En effet, nous constatons un nombre grandissant d'étudiant.e.s bénéficiaires du CPAS dans nos écoles sociales. Au-delà du fait d'être un indicateur clair de la précarité étudiante, cela montre aussi que les centres eux-mêmes ne savent plus toujours « où envoyer » les personnes usagères pour qu'elles puissent trouver un travail. Il y a encore quelques dizaines d'année, les CPAS n'auraient jamais ou très rarement accepté de soutenir un.e étudiant.e avec un revenu d'intégration sociale pendant minimum trois années d'étude. Dans certains cas, être un.e futur.e AS en ayant déjà vécu une expérience de bénéficiaire peut créer une empathie plus grande vis-à-vis de la réalité de celles et ceux rencontré.e.s sur le terrain. De plus, un

7/ FÉDÉRATION DES ÉTUDIANT.E.S FRANCOPHONES. « Le coût des études nuit gravement aux étudiant·e·s » [en ligne]. In Fédération des Étudiant.e.s Francophones. Publié le 1er octobre 2018 [consulté le 21 juin 2019]. Disponible sur le Web : <http://fef.be/2018/10/01/le-cout-des-etudes-nuit-gravement-aux-etudiant%C2%B7e%C2%B7s/>

partage d'une expérience personnelle en classe (quand elle est assumée, car de nombreux élèves cachent leur statut) permettrait de garder du recul face aux préjugés sur les pauvres ou les allocataires. Cependant, cela peut donner l'effet inverse. De temps en temps, le parcours plus « réussi » de l'élève (réaliser des études tout en étant au CPAS, avec un enfant en étant jeune ...) entraîne une vision méritocratique des autres qui « pourraient y arriver aussi ». Cette frontière étudiant.e AS/bénéficiaire AS peut donc être très problématique. Comment s'interroger sur sa propre identité avant d'interroger celles des futur.e.s aidé.e.s ? C'est l'objectif de plusieurs activités d'apprentissage dans les trois écoles.

Il nous semble complexe de mobiliser des étudiant.e.s sur des lois ou pratiques sociales liberticides alors qu'elles et ils subissent et/ou ont intégré ce système méritocratique et contrôlant dans leur propre vie. De plus, ce temps que demande un accompagnement plus poussé et spécifique pour des étudiant.e.s en décrochage est très rarement valorisé. Il phagocyte celui précieux pour les activités restantes, comme les liens à réaliser avec la mobilisation politique hors école. Qu'en est-il des conditions de travail pour permettre cette militance chez les enseignant.e.s ?

LES TRANSFORMATIONS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Selon l'avis unanime des personnes rencontrées, l'absorption des petites entités par les grosses structures « Hautes Écoles » ont fait des dégâts, plus ou moins grands selon les campus. L'autonomie et la confiance de la nouvelle hiérarchie envers les départements ont déjà ou pourraient disparaître complètement. Dans une école, il est même question d'avoir « vendu son âme ». Perte de pouvoir dans les prises décisions, dilutions des enjeux pour chaque département, diminution de la marge de manœuvre, rapports de plus en plus impersonnels, logique managériale d'une grande entreprise ... Le mélange d'enseignant.e.s (par exemple dans une énorme journée pédagogique) ou d'étudiant.e.s (mêlé.e.s dans des plus gros auditoires) de départements extrêmement différents et parfois très éloignés du social n'apporte pas qu'une belle interdisciplinarité... Cela a détruit certaines consciences collectives existantes ainsi que les spécificités et valeurs (y compris dans les modes d'évaluation) propres des campus.

Les économies d'échelle furent le premier argument des différents réseaux pour justifier ces fusions calquées sur le système universitaire anglo-saxon et accompagnées d'un besoin de « cohérence » et d'« uniformisation ». Le décret de Bologne et la naissance des bacheliers et masters et, après lui, celui dit Paysage avec ses blocs, unités d'enseignement (rassemblant plusieurs « activités d'apprentissage ») et toutes les règles qui les accompagnent ont fait couler beaucoup d'encre. Même si l'on peut imaginer à l'origine quelques bonnes in-

Depuis les années 1990, l'ensemble du budget de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour l'enseignement supérieur est en enveloppe fermée.

tentions de démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur et une volonté de mobilité entre institutions et pays, le résultat est relativement négatif. Le « livre noir » de l'enseignement supérieur permettra au lecteur de mieux saisir la réalité

quotidienne⁸. Ces décrets furent difficiles à comprendre, maîtriser et appliquer dans des délais extrêmement courts. Certain.e.s dénoncent la logique marchande sous-jacente, aussi bien pour les institutions en concurrence que pour l'étudiant.e réalisant stratégiquement leur « shopping » au risque de traîner des boulets plusieurs années (un cours de BAC1 non réussi qui invalide toute une unité, empêchant d'en prendre une autre ...). Cela empêche aussi une affiliation claire à une année d'étude.

Au pied du mur et avec peu d'écoute de la part des partis politiques, les écoles ont dû s'y faire. Elles ont créé les nouvelles structures et appliquent les décrets au quotidien (parcours individualisés des étudiant.e.s, ...) avec très peu de moyens et sans toujours croire aux bienfaits de ces changements. Ce temps conséquent pris par les secrétariats, directions et corps enseignant est à dénoncer. Qui plus est, des étudiant.e.s dans les filières sociales, paramédicales et pédagogiques demandent plus d'accompagnement vu la formation (suivi de stages délicat, contact avec des bénéficiaires-patient.e.s-enfants, ...) et leur profil plus « précarisé », comme expliqué plus haut.

La FEF et le mouvement « Marées » revendiquent clairement le re-financement de l'enseignement supérieur. En effet, depuis les années 1990, l'ensemble du budget de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour

8/ LE LIVRE NOIR DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. Accueil [en ligne]. 2019 [consulté le 21 juin 2019]. Disponible sur le Web : <https://livre-noir.be/>

l'enseignement supérieur est en enveloppe fermée. Pas besoin d'être économiste pour comprendre qu'il y a un souci à partir du moment où plusieurs milliers d'étudiant.e.s arrivent en Haute École et à l'Université chaque année. Les structures doivent par conséquent se battre pour les parts d'un gâteau qui ne grandissent plus, avec toujours moins d'argent par élève même si le nombre d'inscrit.e.s augmente. Par exemple, dans les années 70-80, dans une des trois écoles sociales bruxelloises, on comptait deux maîtres de formation pratique pour un.e seul.e aujourd'hui pour un même nombre d'élèves. Les locaux et bâtiments se dégradent fortement, les burn-out explosent, tout cela, pour tous les réseaux confondus... Quant à l'étudiant.e, le.la voir uniquement comme un coût pour la société et « employable » au plus vite sur un marché, ne peut être qu'en décalage avec nos convictions et valeurs enseignées à nos futur.e.s AS. Juste avant les élections régionales et fédérales, les partis politiques interrogés semblaient « comprendre » notre situation, nos peurs et revendications. Ils y ont répondu positivement avec, pour la plupart, une réouverture possible de l'enveloppe, à remplir à nouveau avec de l'argent public. À suivre ?

QUEL RÔLE DES ÉCOLES SOCIALES DANS LES MOUVEMENTS CITOYENS ?

Ce tableau semble trop noir pour entrevoir des éclaircies positives, des espaces-temps pour que les écoles sociales puissent reprendre un rôle sociétal critique et être garant d'une formation solide permettant un travail social professionnel de qualité. Pourtant, elles y arrivent encore. Les écoles dérangent et se font entendre. Comme lorsqu'un parlementaire fédéral semble désarçonné en plénière par la mobilisation des écoles sociales autour de la loi sur le secret professionnel et promet oralement d'aller y remettre de l'ordre. Les écoles sociales gardent un pouvoir, celui des connaissances et de leur transmission, que ce soit à l'intérieur de l'institution, comme à l'extérieur. Cela peut inspirer.

Tout abord, comme on l'a déjà un peu vu plus haut, cette formation se doit d'être à l'écoute de l'évolution de son public. Enseigner Bourdieu et la reproduction sociale n'a pas de sens si on reproduit ces mêmes inégalités sociales en sein de notre enseignement, pour paraphraser les propos d'un enseignant de l'IESSID. Il s'agit de balayer devant sa porte avant d'aller critiquer ailleurs... Premier exemple, n'est-ce pas le rôle d'une école sociale que de soutenir ses étudiant.e.s parfois malmené.e.s par leur propre CPAS dans le cadre de leur PIIS? Certains centres oppriment très fortement les élèves pour

qu'elles aient des résultats irréprochables⁹. Un document fut adressé aux conseils des CPAS pour rappeler la loi et exprimer notre position. Autre exemple, encore au plus près de notre administration, l'inspection de la Fédération Wallonie-Bruxelles semble de plus en plus exigeante envers les « preuves » démontrant le parcours sans faille (pas de trou injustifié sans travail ni étude ni recherche d'emploi) des étudiant.e.s venant s'inscrire en première année au risque de ne pas être finançables¹⁰. Les secrétariats, dans ce contexte, peuvent devenir le bras armé de l'administration. Nous avons protesté et résisté en cohérence avec nos valeurs sociales.

Aller plus loin, sortir, réaliser des sit-in, des manifestations, des rencontres politiques, cela demande du temps. C'est ce qu'a fait à certaines occasions le collectif *École en colère* en 2014-2018 et le mouvement *Marées* en 2019. Cependant, face à un corps professoral déjà épuisé, c'est évidemment à double tranchant. Le manque de moyens structurels est une limite mais nous arrivons à jouer dans les interstices. Par exemple, de nouveau à propos de la lutte pour le maintien du secret professionnel, 6 enseignant.e.s de l'IESSID se sont présenté.e.s à la commission parlementaire, debout dans la tribune, avec un t-shirt « AS pas flic ». Puis, une petite dizaine d'étudiant.e.s ont interrompu les cours déguisé.e.s en polici.er.ère.s pour faussement annoncer la fermeture de l'école sociale. Des centaines de personnes (écoles, association, CPAS, ...) ont également réalisé des photos, doigt devant la bouche pour symboliser que « le silence a du sens ». Une centaine d'étudiant.e.s des trois écoles sociales de Bruxelles ont confectionné des panneaux pour la grande manifestation devant le Palais de Justice

9/ Des CPAS ont même osé demander les résultats des évaluations aux secrétariats sans passer par l'élève, ce qui a été vivement critiqué et refusé. Lire à ce propos l'article de V. Decruyenaere dans la revue *Ensemble* n° 90 – mars 2016, p. 40-41.

10/ Incroyable mais vrai, il a déjà été exigé à des élèves de prouver un voyage à l'étranger avec un billet d'avion ou de venir avec les recherches d'emploi papier (envois et réponses des employeurs) des cinq dernières années avant l'inscription. Lire à ce propos l'article de V. Decruyenaere dans la revue *Ensemble* n° 90 – mars 2016, p. 42-45.

ou pour les exposer dans les couloirs. Être visible, clairement et simplement. Comme en mettant une grande bannière « Enseignement supérieur en liquidation, écoles en résistance » devant le siège du Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles lors d'un sit-in non autorisé et sur la façade de notre bâtiment¹¹. Ces « petites » actions marquent en interne, comme à l'extérieur via les médias et les réseaux sociaux.

Les écoles sociales prennent des positions fortes et cela fait mouche. Dans nos AG, nous ne manquons pas d'accueillir des personnes externes sensibles à notre mode de fonctionnement et à nos revendications. Les étudiant.e.s ne manquent pas d'originalité avec leur facilité à manipuler l'outil vidéo et web. Comme dirait une enseignante, « deux-trois professeurs et élèves motivé.e.s et c'est parti. Si le mouvement est lancé, c'est rare que la direction ne suive pas dans ce cas-là. Ce n'est pas un problème idéologique, c'est organisationnel. » En même temps, il y a une peur d'être vu.e comme un.e leadeu.r.se. Dans certaines institutions, cela peut être dangereux. Il y a dans ce cas un décalage entre l'esprit critique des discours pédagogiques et la petitesse de l'engagement extra-muros, entre certaines prises de positions individuelles dans l'informel et le peu d'actions collectives formelles. Même certaines grèves semblent désormais plus contrôlées, découragées. Faire collectif et maintenir l'horizontalité dans les prises de décisions peuvent nous sauver. Nous ne serons donc pas étonné.e.s d'être couramment sollicité.e.s comme enseignant.e.s du social ou comme mouvement (*Ecole en colère, Marées, ...*) pour signer des cartes blanches, des pétitions, des appels...

11/ Qui, à l'heure d'écrire ces lignes, vient d'être interdite par le cabinet du Ministre de l'Enseignement Supérieur, Jean-Claude Marcourt, pour l'ensemble des façades des bâtiments de la HE2B. A suivre...

Conclusion

Pour un enseignant d'Ilya Prigogine : « enseigner dans une école sociale, c'est difficile car on devrait tout mettre en œuvre pour rendre opérationnel le contenu enseigné, poser des actes de transformation, d'un point de vue sociétal. Pour le moment, il y a souvent une incohérence entre la théorie et la pratique où nous devrions aller plus loin. Il faut être un ' accompagnateur du changement '. Or, nous sommes dans un champ de travail social de plus en plus complexe. » Trouver des alliés et ne pas se tromper d'ennemis. Le système politique actuel doit être la ligne de mire avant tout. Dans certains cas, les directions peuvent être avec nous, mais pas toujours malheureusement, car elles sont parfois au service de ce même système.

L'école au sens large a un pouvoir et pas des moindres. Nous formons, nous guidons des jeunes à devenir des professionnels et des citoyens. Ce pouvoir est dangereux s'il n'est pas assumé correctement.

À l'extérieur, il est important d'être en contact permanent avec les médias, spécialisés ou grand public, pour démonter les préjugés sur le « monde » de l'aide sociale. Nous avons un rôle à jouer auprès des masses vu notre place de personnes transmettrices de connaissances. Il faut casser l'image de la personne tricheuse-profituse pour les bénéficiaires et du fonctionnaire

protégeant uniquement son statut, son secteur pour les AS. Dans le contexte sursécuritaire actuel, il est essentiel de délier toute la complexité d'une situation sociale, de montrer les enjeux éthiques en balance. Enfin, c'est aussi à nous de déssectoriser, de joindre le monde

du soin, de la justice, de l'éducatif et du culturel car, nous sommes dans cette interdisciplinarité tous les jours. Les écoles sociales sont fréquemment étiquetées comme étant les plus « gauchos », les plus militantes et critiques parmi les différents départements d'une même Haute École. Peut-être devrions-nous prendre ce rôle à cœur ? À l'heure d'écrire ces lignes, des personnes du mouvement *Marées* de l'IESSID viennent de rencontrer des enseignant.e.s de l'Institut Pédagogique Defré...

Enfin, il faut se rappeler que l'école au sens large a un pouvoir et pas des moindres. Nous formons, nous guidons des jeunes à devenir des professionnel.le.s et des citoyen.ne.s. Ce pouvoir est dangereux s'il n'est pas assumé correctement. Nous gardons des marges de manœuvre pour être créatif. Ces espaces-temps précieux où enseignant.e.s et élèves se rencontrent et où de (nouvelles) pratiques se coconstruisent ●

Ce texte n'engage que ses auteurs et ne reflète pas nécessairement les positions du Forum - Bruxelles contre les inégalités. Les titres, intertitres et la structure du texte relèvent de choix éditoriaux du Forum - Bruxelles contre les inégalités.



Avec le soutien du CPAS de Saint-Gilles
et de la Commission communautaire française.

Editeur responsable: Nicolas De Kuyssche - Rue Fernand Bernier
40, 1060 Saint-Gilles - 02/600.55.66 - Graphisme: Gaëlle Grisard

Numéro 24, Septembre 2019.

PRÉSENTATION

Ce numéro de Pauvreté propose une lecture des défis et enjeux des écoles sociales aujourd'hui. Il est essentiel de cerner la place et les postures qu'elles prennent, ou ne prennent pas. En effet, en leur sein sont formés les professionnels du travail social de demain.

Ce texte, écrit au départ de rencontres avec des enseignants de trois Hautes Ecoles sociales de la Région bruxelloise, offre une contextualisation historique. Il met également en lumière l'évolution du rôle et des attentes vis-à-vis des assistants sociaux dans les contextes sociopolitiques d'hier et d'aujourd'hui. Nous découvrirons alors les impacts de la transformation d'«instituts», au caractère plus militant, en Hautes Écoles que nous connaissons aujourd'hui. Malgré les difficultés les écoles continuent de s'inscrire dans différents mouvements citoyens ou politiques. Dès lors, ce texte entend répondre aux questions suivantes : les écoles sociales sont-elles par essence, militantes ? Et si oui, comment peuvent-elles le rester ?

L'AUTEUR

Sociologue de formation, Sébastien Gratoir forme depuis 2014 des futur·e·s assistant·e·s sociaux·les·ux à l'IESSID (institut social de la Haute École HE2B) à des questions liées à l'actualité sociopolitique, l'animation de réunion (intelligence collective, sociocratie, ...) et la méthodologie d'enquête sociale. Formé à la création collective en théâtre action, il partage son temps entre enseignement, engagement politique (École en colère, Ligue des Droits Humains, Actrices & acteurs des Temps Présents, ...), travail artistique avec des personnes expertes du vécu et ses propres créations.